Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2019)
Heft: 2

Artikel: Libye : déliquescence en territoire de tout les dangers
Autor: Triaï, Chaouki
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-867941

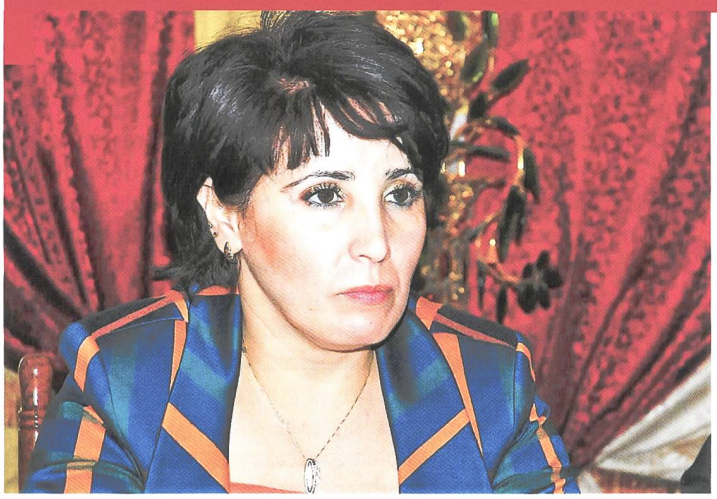
Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Moyen-Orient

Libye : Déliquescence en territoire de tous les dangers

Chaouki Triaï
Journaliste et universitaire, analyste des questions sécuritaire et géopolitiques

Dans la myriade des événements qui ont balayé les « Printemps arabes » dès 2010 mais également avant, la Libye est l'interface du Maghreb et du Machrek. Une région d'un Moyen-Orient déchiré et meurtrie entre des États dirigistes et des Etats en situation de guerres civiles quasi permanentes pour un certain nombre d'entre eux. Le cas de la Libye est symptomatique d'un pays qui était dirigé par un homme à poigne jusqu'en 2011 : Mouammar Khadafi, le Guide suprême de la révolution. Celui-ci ayant connu un sort funeste par le feu militaire déclenché par l'OTAN sur le pays et suivi ardemment par l'ancien Président français Nicolas Sarlozy (2007-2012) après l'avoir reçu à l'Elysée en 2007. Une intervention militaire qui a fait ressurgir des luttes tribales qui se déchirent entre elles pour le pouvoir.

A l'origine d'une instabilité permanente

Avec une superficie de plus de 1,7 millions km², la Libye n'a rien à envier aux 2,2 millions de km² de l'Algérie, sa voisine. Avec une population estimée à 6 millions d'âmes, la Libye renferme un territoire riche en matières premières qui suscitent des appétits géopolitiques. Mais au-delà de ces convoitises voraces, la Libye reste aujourd'hui un pays des plus incertains où les questions sécuritaires entament l'émiettement de son espace par la violence qui y règne. Et cela, alors que des élections sont prévues en décembre 2018. Un tour d'horizon s'impose pour comprendre la situation depuis l'effondrement du régime de Khadafi, A ce propos, l'enseignante-chercheuse Saliha-Sihem Kebbabi de la Faculté de sciences politiques de l'Université de Constantine 3 en Algérie nous apporte son éclairage : *« pour comprendre mieux la situation en Libye, il faut revenir à l'histoire : lorsque Kadhafi prit le pouvoir en 1969, il n'utilisera jamais son pouvoir ni les biens de l'État pour changer la Libye très étendue, désertique, pratiquement vide et rentière des hydrocarbures mais très peu développée »*. La professeure Kebbabi explique que Kadhafi *« a fait en sorte que rien ne change. La Libye est clanique et le restera pour toujours. Il n'a pas bâti une nation avec une vraie armée, des institutions et une constitution. Il a maintenu les structures tribales avec une vraie absence de culture démocratique associée à une absence de sentiment national due aux difficultés économiques et l'instabilité politique aggravée par l'intrusion occidentale qui n'a fait que rendre l'État au chaos »*. A l'observation d'un délitement du territoire national conséquence d'une parcellisation tribale, Mme Kebbabi explique : *« du fait que le tribalisme demeure un héritage de la société traditionnelle, les liens tribaux constituent l'âme des peuples arabes en majorité. La tribu étant elle-même une « entité politique », une société qui fonctionne et exerce sa souveraineté sur un territoire déterminé. Le nom même de Libye a pour origine le nom d'une grande tribu appelée Libu. Les chefs des tribus ont pour perspective le rassemblement des tribus au plan régional pour mieux encadrer la population et neutraliser, le cas échéant, plus rapidement les contestations. Ainsi la légitimité de tout pouvoir reposait sur les alliances tribales qui marquent les relations entre les différentes factions libyennes, de sorte que l'on peut rencontrer des membres de tribus dans les milices, dans les groupes islamistes, voire même dans le tissu des deux gouvernements installés en Libye : celui de Tripoli qui tente de dissimuler ses tendances islamistes afin de flirter avec l'Occident et celui de Tobrouk qui fait l'objet d'un plus large consensus international. Et pour aggraver les choses, il existe d'autres agents déstabilisant les mécanismes politiques existants : les milices de Zintan et de Misrata, la coalition islamiste Fajr Libya, les représentations locales du groupe Etat islamique, le général Khalifa Haftar et son opération « Dignité » menée contre l'islamisme local. De ce faite, chaque partie a pour objectif le contrôle de plus de places et d'espaces »*.

Guerre civile et frontière algéro-libyenne

La question de savoir si l'on se trouve en situation de guerre civile se pose du fait des affrontements entre

Le colonel Khadafi et le président français Sarkozy.

milices armées avec plus ou moins des acteurs étatiques tels que le Gouvernement d'unité nationale du Chef Fayez Al-Sarraj et du Maréchal Khalifa Haftar à l'Est (Cyrénaique). Voici ce que nous dit l'enseignante-chercheuse Kebbabi : *« Si l'on se réfère à la définition de la guerre civile qui décrit la situation existante : lorsqu›au sein d'un Etat, une lutte armée oppose les forces armées régulières à des groupes armés identifiables, ou des groupes armés entre eux, dans des combats dont l'importance et l'extension dépasse la simple révolte ou l'insurrection, je dirai que c'est une vraie guerre civile »*. L'Algérie partage plus de 1'300 km avec le Mali et plus de 1'000 km avec la Libye. Ce pays fait face à une situation inédite : la situation à la frontière algéro-libyenne sur le plan sécuritaire est patente. A ces 2 frontières dangereuses, comment tout cela s'articule-t-il ? La professeure précise : *« L'Algérie, sous prétexte de sa neutralité, avait une attitude ambiguë vis-a-vis de la situation en Libye, surtout que le pouvoir algérien craint l'effet de contagion du dit « Printemps arabe ». Mais très menacée par l'insécurité et l'instabilité en Libye, Alger essaye de partager ses efforts pour résoudre, voire apaiser l'épuisement sécuritaire en Libye. On sait que suite à l'opération Serval au Mali en janvier 2013, les brigades d'AQMI et le groupe Al-Mourabitoune de Mokhtar Belmokhtar se sont repliés dans le sud-ouest libyen. Tandis qu'un groupe se revendiquant de l'Etat islamique s'est implanté à Derna (Libye). La prolifération de ces groupes avec des armes sophistiquées qui ont été récupérées, représente une menace pour toute la région du Maghreb-Sahel. Dans ce contexte, sécuriser la frontière algéro-libyenne implique également la nécessité de sécuriser les frontières algéro-maliennes. Par ailleurs, l'Algérie proclame toujours la solution politique à l'ingérence militaire, en s'appuyant sur la diplomatie et la médiation comme outils et solutions. Mais je pense que l'Algérie tôt ou tard va rompre cette lourde tradition doctrinale »*.

Elimination de Kadhafi et fin d'un rêve

Kadhafi est montré du doigt et mis à l'index de la communauté internationale par un embargo pendant près de 10 ans (1992-2002) après avoir orchestré les attentats contre des avions civils au-dessus de Lockerbie (Ecosse) en 1988 et du désert du Ténéré au Niger en 1989. Il réintègre le ban des nations après avoir été réhabilité. Kadhafi ambitionnait d'être le moteur de l'Afrique et songeait même à céder sa place après des décennies de pouvoir. Selon la Professeure Kebbabi : *« Kadhafi avait pris la décision de quitter le pouvoir et c'était convenu de préparer son départ avec Sarkozy. Donc, il faut se poser la question de savoir pourquoi l'opération militaire pour enlever quelqu›un qui avait l›intention de partir ? Il y a certainement des choses qui ennuyaient le gouvernement de Sarkozy. Il y a aussi des liens directs avec les puits de pétrole sur la région de Benghazi qui intéressent le monde. Donc, le fait de dégager Kadhafi ouvrait la porte à certaines choses et supprimait peut-être un témoin qui gêne Sarkozy »*. L'enseignante-chercheuse appuie ses propos d'éléments supplémentaires qui s'additionnent à une multitude de faits. En effet, sur les ambitions de Kadhafi, elle rajoute : *« Je peux citer d'autres causes comme : le lancement d'un satellite africain dont le financement est libyen (300 millions de dollars) qui aurait fait perdre 500 millions de dollars aux Occidentaux, la création d'une institution monétaire africaine, la création d'une grande compagnie aérienne pour l'Afrique, de proposer une monnaie africaine à partir de 2014 et il s'engageait comme le sauveur des Africains en voulant acheter plusieurs boites européennes et créer les États-Unis d'Afrique »*. Des desseins qui n'auront finalement pas eu le temps de voir le jour.

C. T.